

Alors qu'à partir de mars 2023, 85 % de la population mondiale, Moyen-Orient, Amérique du Sud comprise, soutiennent la Russie l'Inde, la Chine, nous les Suisses tombons définitivement dans les griffes des Londoniens, du WEF et avons perdu notre Neutralité.



La mort de Crédit Suisse, mauvais présage pour toute la Suisse.

Si les opinions occidentales sur la Russie se sont durcies au cours de l'année écoulée, elles « n'ont pas réussi à convaincre les autres grandes puissances telles que la Chine, l'Inde et la Turquie », qui considèrent la Russie comme leur « partenaire » et leur « allié »

NOVEMBRE 7, 2022 PAR LHK

Une perte de 142 milliards, des lignes swap en dollar, la BNS émet des obligations dans le silence assourdissant des médias. Le citoyen est sommé de se taire.



Rappelons que la BNS a émis des bons BNS et s'est engagée sur des lignes de Swap en \$ l'an dernier, tout en vendant à vil prix des euros. C'est ainsi qu'elle a fait exploser les compteurs de ses pertes.

par **Liliane Held-Khawam**

« Nous avons dû lutter contre les vieux ennemis de la paix – le monopole industriel et financier, la spéculation, la banque véreuse, l'antagonisme de classe, l'esprit de clan, le profiteur de guerre. Ils avaient commencé à considérer le gouvernement des États-Unis comme un simple appendice à leurs affaires privées. Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé. » (F. D. Roosevelt, Madison Square Garden, 1936)

UBS va sauver le Crédit Suisse, elle-même cautionnée par la BNS.

On aurait envie de rire si la situation n'était pas si dramatique !

Après les pertes de l'année dernière de 144 milliards, la BNS s'est dite prête à « sauver » Credit Suisse **en accordant 100 milliards de prêts alors que la Confédération garantit 9 milliards.**

On peut comprendre que des 100 milliards de ligne de crédit, la Confédération va en garantir 9. Un ratio très troublant qui nous rappelle le Système de réserves fractionnaires.

Pas mal comme deal, pour... UBS qui ne met que 3 milliards !

- Jusqu'à 100 milliards de prêts accordés par la BNS,
- 9 milliards de garantie mise sur la table par le Conseil fédéral

Si la Confédération sécurise 9 milliards ne constituent-ils pas les fonds propres de base nécessaires à une création monétaire de 100 milliards de crédits grâce à la méthode du **système de réserves fractionnaires** (ou de « couverture partielle ») est un système bancaire où les banques ont le droit de prêter, par des jeux d'écritures, de l'argent qu'elles n'ont pas et sur lequel, outre le remboursement par le débiteur, elles toucheront des intérêts, sachant toutefois qu'elles devront se refinancer en collectant des dépôts (hypothèques, constructions-migrations...) pour maintenir son équilibre de bilan.

« Est-ce que nos « autorités » monétaires (BNS-FINMA) ont accordé ce privilège explosif de création monétaire par réserves fractionnaires – à l'UBS pour éviter de passer eux-mêmes à la caisse ?

Un sauvetage qui serait extraordinairement judicieux tout en étant des plus malhonnêtes si cela devait se vérifier. En tous les cas les deux entités devraient être sommées de fournir le design du financement, car la BNS ne sort jamais des dizaines de milliards de son chapeau. N'en déplaie aux désinformateurs. »

Rappelons que la BNS a émis des bons BNS et s'est engagée sur des lignes de Swap en \$ l'an dernier, tout en vendant à vil prix des euros. C'est ainsi qu'**elle a fait exploser les compteurs de ses pertes.**



<https://lilianeheldkhawam.com/2022/11/07/une-perte-de-142-milliards-des-lignes-swap-en-dollar-la-bns-emet-des-obligations-dans-le-silence-assourdissant-des-medias-le-citoyen-est-somme-de-se-taire>

Avant de poursuivre notre décortilage des données, nous avons une question à 100 milliards :

Pourquoi ces 100 milliards n'ont pas été prêtés directement au Crédit Suisse pour sa survie et sauver ses milliers d'emplois ?

A l'ère de la cryptomonnaie a-t-on voulu à l'ère se débarrasser de Crédit Suisse ?

Ou planifie t'on un endettement colossale de la Confédération Suisse, à la Grecque ?

(alors que le système de la cryptomonnaie est censé nous permettre de nous passer des banquiers et est également détruit car de plus en plus réglementé par les banquiers et la complicité des politiciens)

dans un mouvement concentrateur en vue de la globalisation du secteur bancaire suisse ou pas ? alors que le même **Crédit Suisse a présenté de fausses données suite aux subprimes avec la complicité de Finma.** (cf ci-dessous)

Avec l'UBS, cela aurait fait peut-être trop aux yeux de l'opinion publique...(pas sûr, ça ronfle !).

La crise financière (StabFund de 2008) pour sauver UBS était un petit laboratoire à côté de ce que l'on va nous présenter prochainement. **C'est une question de temps pour que UBS et... BNS soient avalées...**

Une globalisation qui a attaqué en priorité le secteur monétaire et bancaire (Occidental & Suisse). Au nom de Dieu ! Il s'agit du Dieu Yahvé, Dieu de l'usure et de la destruction sous toutes ses formes (guerres, crises, empoisonnements...), Dieu de la religion unique, destructrice de toutes les autres religions et courants de pensées.

Nous avons 3 entités **gérées de manière si calamiteuse** que finalement les trois sans aucune exception ont été, sont et seront **vampirisées**. Attendez-vous à une fin tout aussi misérable pour UBS et BNS.

Oui. la BNS est le cœur nucléaire de la destruction de la Suisse financière – bancaire - monétaire.

En disparaissant,

la BNS emportera avec elle toute notre épargne, tous nos dépôts, et plus encore, la Suisse est tombée dans le piège de l'usure dès 2008 comme la Grèce et l'Espagne....

Cela arrivera. Tôt ou tard. D'abord partiellement par fusions, puis totalement.

Dans «Coup d'État planétaire» (2019), nous écrivions :

Les lumières semblent s'être éteintes sur le leadership industriel et le tissu économique européens.

L'industrie européenne semble avoir nourri les Firmes Transnationales qui sont devenues des entreprises globales avec lesquelles l'oligarchie phagocyte les processus globaux de production.

Avec Bill Clinton fin de années 1990 l'objectif affiché a été de déplacer l'outil de production planétaire vers la Chine... entre autres pays. Ces individus ont pillé l'Occident pour se construire un empire planétaire complexe. Du coup, ils sont inattaquables !

L'Europe a tout naturellement perdu la guerre industrielle, après avoir perdu celle de la haute finance... Coup d'État planétaire 2019

Qui dit globalisation, dit hyperconcentration des ressources productives.

Tout le monde sait aujourd'hui que l'UBS a avalé le Crédit Suisse. Tout comme le Crédit suisse avait concentré la «SBS et Crédit Suisse la Banque Populaire Suisse». La règle qui régit ce petit milieu (je ne vise que le niveau des administrateurs et fondateurs de hedge funds) leur est **dictée par City-Wall Street, et City de Londres.**

Si tu ne manges pas ton voisin, tu finiras dans la casserole. « Eat or be eaten ».

Une sale mentalité dénuée de la moindre éthique, **qui a détruit l'économie planétaire, et donc le bien-être de l'humanité**. Et ce n'est pas fini, car avec la disparition de l'État public et du privé, tous les garde-fous ont été neutralisés. **Ces Autorités de surveillance** ne sont que les excroissances du Casino. Un Système dont la structure est **troublante tant les ressemblances avec celle de la mafia sont fortes, (Yahavisme)**.

Dans **Dépossession, ou Comment L'hyperpuissance d'une élite financière met un États et ses Citoyens à genoux** ; tous ces mécanismes qui ont permis le vol légalisé à ciel ouvert des ressources est soigneusement décrit. Dans la conclusion de ce livre, l'annonce du changement radical et violent de paradigme, de la refondation (président Macron) ou du Great reset se trouve dans la conclusion :

C'est la phase de la globalisation.

La gouvernance mondiale reposerait sur la gestion de l'information, et sa technologie deviennent centrales dans la densification des interactions et des interconnexions à travers le monde.

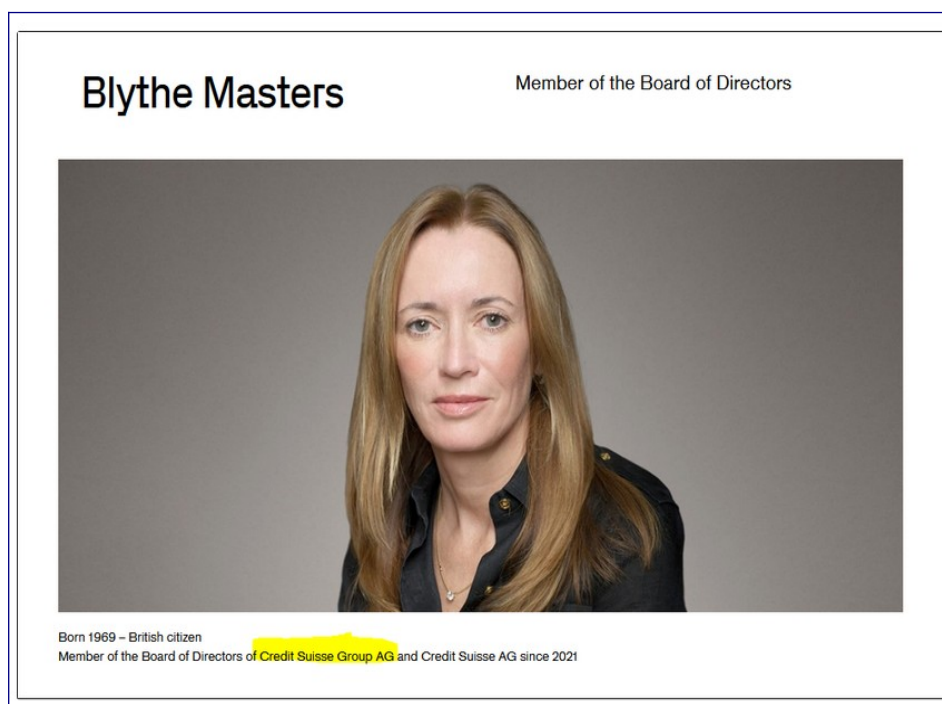
Ces circuits de l'information permettent aussi de contrôler et de corriger les trajectoires à distance à travers les médias, les réseaux sociaux, les industries du film et de la musique, etc. **Ainsi, le pilotage des populations à distance est rendu possible**. Une fois le mécanisme global au point, nous quitterions alors le monde des États pour un Système-monde structuré autour de flux d'activités et des flux informationnels mondiaux.

Ami lecteur, vous ne pourrez jamais dire que vous ne saviez pas ou que vous n'avez pas compris ce qu'ils font. Et je vous promets qu'ils n'en ont pas fini avec nous.

La globalisation, un projet faussement messianique, géré par les Yahvistes, faux dieu.

La civilisation Egyptienne lumineuse (Osyrienne) a également été détruite par les disciples de ce dieu, Seth-Hyksos (nomades établis en souverains dans le delta du Nil -XVIII ème siècle), ensuite par l'autorité du culte d'Amon.

Aucune activité locale ne devrait survivre hors de la main toute puissante du petit club.



Quel est, s'il vous plaît, ce Dieu qui vole, qui pille et qui renvoie les gens le ventre vide ?

Savez-vous qui j'ai trouvé dans le Conseil d'administration de l'actuel Crédit Suisse ?

La célèbre Blythe Masters. Si. Celle-là même qui fut accusée par *The Guardian* d'être la femme (anglaise) qui a inventé les armes financières de destruction massive, et même de manipulation des prix du marché de l'énergie. Ce n'est pas tout. Voilà ce que nous avons publié dans *Dépossession* en 2018 ; avant le virus Corona.

En 2016, le thème du World Economic Forum (WEF) portait sur la suppression du cash.

Klaus Schwab, fondateur du WEF y avait fait référence à « la quatrième révolution industrielle », en parlant de la révolution digitale...

Dans « *Qui sera le roi de ce monde sans cash* » publié par le WEF, un nouveau monde nous est présenté

avec moult références à un roi, une couronne dormante, une révolution globale et un nouvel ordre mondial. Une terminologie qui a tout de même de quoi interpeller.

Et l'article de nous faire entendre que les petits acteurs auraient une chance de remporter la mise...

« *La révolution sans cash est en marche. Les gouvernements, les entreprises, les start-ups et les consommateurs peuvent avoir des motivations différentes pour détrôner le cash mais le résultat final sera probablement le même. Mais avec la mondialisation où « gros » est traditionnellement « beau », ce sont les plus petits acteurs – start-ups, petites entreprises et consommateurs – qui vont en définitive façonner le nouvel ordre mondial. Et pour ceux qui aiment l'innovation et les idées nouvelles ce ne peut être qu'une bonne chose* ».

Le texte n'indiquait en revanche pas les sources de financement desdites startups...

Les plus grands acteurs de la haute finance internationale vont défiler lors de cette rencontre :

Bill Gates (Microsoft), Blythe Masters (ex. JP Morgan et **inventrice des produits dérivés qui sont à l'origine de la crise des subprimes**, reconvertie depuis dans la promotion du Blockchain), Michel Sapin (alors ministre de l'Économie), Christine Lagarde (FMI) ou William White (OCDE). Leurs discours étaient convergents et militaient en faveur de la société sans cash.

Mme Blythe Masters, qui prône la suppression du cash, (...) est une double ambassadrice du nouveau monde qui se met en place. Une fois en tant que militante de la suppression du cash, et une autre fois en tant que promotrice de la blockchain et des actifs digitalisés.

Blythe ne quitta la JP Morgan qu'en 2014, mettant un terme à 27 ans de carrière. La crise des *subprimes* à cause de laquelle, elle fut pointée du doigt, ne fut pas source de rupture de collaboration.

En fait, JP Morgan devient un client de la nouvelle société Digital Asset dont elle est CEO depuis 2015.

Selon le site web de la société, **la plateforme d'actifs digitalisés, que développe l'entreprise de Mme Blythe, serait la seule à avoir été développée en fonction des besoins de production des plus grandes institutions financières de la planète.**

Vous ne serez donc pas étonnées de trouver certaines références sur son site, telles que : Goldman Sachs, JP Morgan, Accenture, IBM, Santander, ABN_AMRO, Price Waterhouse Coopers (un des partenaires mondiaux). Le client IBM a par exemple dévoilé récemment son « *Blockchain as a service* » basé sur la technologie *open source* « *Hyperledger fabric* », qui a servi à développer la version 1.0 de Linux Foundation (Info Hightech). **Dans ce monde si petit de la haute finance et de la haute technologie, nous découvrons que Mme Masters est aussi présidente du conseil de *Linux Foundation***, dont les produits sont le fruit de l'*open source*, et donc de « l'économie de partage » prônée par l'élite de la finance internationale...

C'est par cette technologie de la *Blockchain*, que le cash devrait être remplacé, (Extraits de *Dépossession*).

Mot d'ordre : centralisation et sens-contraire... !

Board of Directors of Credit Suisse Group AG

The composition of the Board of Directors of Credit Suisse is the same as the composition of the Board of Directors of Credit Suisse Group.

Name	Born	Citizenship	Function
Axel P. Lehmann ¹⁾	1959	Switzerland	Chairman and Chair Governance and Nominations Committee
Mirko Bianchi ^{1) 3) 4) 5)}	1962	Switzerland and USA	Chair Audit Committee
Iris Bohnet ^{2) 6)}	1966	Switzerland	Chair Sustainability Advisory Committee (Advisory Committee)
Clare Brady ^{3) 5) 6)}	1963	Great Britain	Chair Conduct and Financial Crime Control Committee
Christian Gellerstad ^{1) 2) 5) 7)}	1968	Switzerland and Sweden	Vice-Chair, Lead Independent Director and Chair Compensation Committee
Keyu Jin ^{4) 7)}	1982	China	
Shan Li ^{2) 4)}	1963	China	
Seraina Macia ^{3) 7)}	1968	Switzerland, Australia and USA	
Blythe Masters ^{1) 7)}	1969	Great Britain	Chair Digital Transformation and Technology Committee
Richard Meddings ^{1) 3) 4)}	1958	Great Britain	Chair Risk Committee
Amanda Norton ^{2) 4)}	1966	USA and Great Britain	
Ana Paula Pessoa ^{3) 5)}	1967	Brazil	

CREDIT SUISSE GROUP AG-REG ISIN CH0012138530					
1 Actuels 2 Historiques 3 Matrice 4 Résumé actionnariat 5 Transactions d'initiés 6 Opt					
Nom	Ts actionnaires, tri par taille		20 Sauvegarder	20 Effacer	23
Mot-clé			Grp porteurs	Tous porteurs	W
20 Légende	Act	Circ 4,002.2M	% circ 46.32	Flottant/Act circ 90.74	% pos découv circ M
Porteur	Fonds	Source	Opt	Position	% circ
		Toutes	All		
1. SAUDI NATIONAL COMM.		EXCH		395,474,943	9.88
2. QATAR INVESTMENT AU.		13G		272,251,995	6.80
3. BLACKROCK		EXCH		163,082,126	4.07
4. DODGE & COX		Annual Re.		132,272,311	3.31
5. OLAYAN GROUP		Annual Re.		130,681,863	3.27
6. NORGES BANK		Annual Re.		127,400,000	3.18
7. VANGUARD GROUP		ULT-AGG		101,800,594	2.54
8. CREDIT SUISSE GROUP		EXCH		92,400,134	2.31
9. SILCHESTER INTL INVE.	Multiple Portfolios	MF-AGG		80,317,656	2.01
10. UBS		ULT-AGG		72,234,860	1.80
11. ALLIANZ SE		ULT-AGG		40,937,838	1.02
12. ZURCHER KANTONALBA.		ULT-AGG		31,118,412	0.78
13. FMR LLC		ULT-AGG		17,569,661	0.44
14. GOVMT PENSION INVST.	Multiple Portfolios	MF-AGG		15,713,258	0.39
15. SPARINVEST		ULT-AGG		13,492,437	0.34
16. CHARLES SCHWAB CORP.		ULT-AGG		10,813,867	0.27
17. DEUTSCHE BANK AG		ULT-AGG		8,145,881	0.20
18. STATE STREET CORP		ULT-AGG		7,125,817	0.18
19. GEODE CAPITAL MANAG.	Multiple Portfolios	MF-AGG		6,990,284	0.17

Voici les actionnaires que nous sauvons avec nos économies, notre travail et celui des générations à venir. Nous serons tous sur la paille avant que les voyous de la haute finance ne s'effondrent.

<https://www.linkedin.com/posts/liliane-held-khawam-journee-noire-pour-lavenir-de-notre-jeunesse-activity>

Blythe Masters qui a bénéficié d'une totale immunité dans l'affaire des subprimes est un moteur de la mise en place dans les banques du Digital Assets avec la technologie de la blockchain et la suppression du cash, et souhaite en obtenir le monopole de la technologie de la blockchain.

Crédit Suisse, une banque qui n'est pas suisse.

Ulrich Körner

Chief Executive Officer



Jahrgang 1962 - Deutscher und Schweizer Staatsangehöriger
Mitglied der Geschäftsleitung der Credit Suisse Group AG und Credit Suisse AG seit 2021

Bilder

Werdegang

2021 bis heute	Credit Suisse
	▪ Chief Executive Officer der Gruppe (2022 bis heute) ▪ Mitglied des Verwaltungsrats der Credit Suisse (Schweiz) AG (Schweizer Tochtergesellschaft) (2022 bis heute) ▪ CEO Asset Management (2021-2022)
2009-2020	UBS
	▪ Mitglied der Geschäftsleitung (2009-2020) ▪ Senior Advisor des CEO UBS Group (2019-2020) ▪ CEO UBS Asset Management (2014-2019) ▪ CEO UBS Europe, Middle East & Africa (2011-2019) ▪ Group Chief Operating Officer, CEO Corporate Center (2009-2013)
1998-2009	Credit Suisse

Voici les actionnaires que nous sauvons avec nos économies, notre travail et celui des générations à venir.

Nous serons tous sur la paille avant que les voyous de la haute finance ne s'effondrent !

<https://www.linkedin.com/posts/liliane-held-khawam-journee-noire-pour-lavenir-de-notre-jeunesse-activity>

Un ancien de McKinsey, administrateur de UBS, nommé CEO de Crédit Suisse en ... 2022

Ulrich Körner est ressortissant allemand à la base et semble avoir fait l'essentiel de sa carrière dans les groupes dits suisses.

Il est président du Widder Hotel à Zurich et vice-président du conseil d'administration du Lyceum Alpinum Zuoz. Il est également vice-président du conseil de surveillance d'UBS Deutschland AG, membre du conseil d'administration d'OOB UBS Bank Russia, président du conseil de fondation du fonds de pension UBS, membre du Financial Service Chapter Board de la Chambre de commerce **américano-suisse**, membre du conseil consultatif du Département de banque et de finance de l'Université de Zurich et membre du conseil consultatif des entreprises de la Fondation Laureus Suisse. Il a auparavant siégé au conseil d'administration du **groupe Winterthur**, d'**AXA Leben AG** et d'**AXA Versicherungen AG** et en tant que membre du conseil d'administration de **Clariden Leu AG** ainsi que de la **Bank Leu AG**. Il est également l'ancien **vice-président** du comité du conseil d'administration de l'**Association suisse des banquiers**. En tant que représentant d'UBS au sein de la commission d'experts suisse, il a conseillé les politiciens suisses tant sur la résolvabilité des grandes banques que sur **la stratégie future de l'industrie financière suisse**. Il a été nommé **PDG du Credit Suisse en juillet 2022** après la démission de Thomas Gottstein. (Wikipédia)

LE TEMPS

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Anciens administrateurs de la défunte Swissair: «y'en n'avait vraiment point comme eux!»

Le conseil de la compagnie faillie cumulait tous les défauts. Ceux-ci persistent dans des sociétés publiques.

Thierry de Preux, Consultant spécialisé en gouvernance d'entreprise. Korn/Ferry International, Genève
Publié lundi 22 janvier 2007 à 01:01

Voici trois aspects de la débâcle de Swissair dont on ne parle pas assez: Le syndrome «Y en n'avait point comme eux!», l'incompétence et l'absence de responsables avec le minimum de qualités humaines nécessaires.

L'analyse superficielle de la composition de la Direction Générale et du Conseil d'Administration de Swissair d'un point de vue traditionnel nous conduit à la conclusion erronée qu'il n'y avait pas mieux en Suisse:

- En 2001, Philippe Bruggisser passe encore pour une star de l'extraordinaire **consultant McKinsey**,
- Super Mario Corti, diplômé de Harvard, a été sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la Confédération avant de devenir un brillant directeur financier du Groupe Nestlé,
- Vreni Spoerry a été une remarquable conseillère aux Etats,
- Eric Honegger est le **fil d'un président de la Confédération**,
- Lukas Mühleemann est **directeur général et président du Crédit Suisse**, lui aussi est considéré comme une «star» dans son domaine,
- Thomas Schmidheiny est **fil d'un** des fondateurs de Swissair et c'est aussi l'excellent propriétaire et patron du Groupe Holcim,
- Bénédikt Hentsch descend d'une remarquable **lignée de banquiers privés**, il est diplômé de Saint-Gall et parle dialecte.
- Il y a aussi le président d'économiesuisse, et bien d'autres.

URS Rohner, l'homme qui a mené le Crédit Suisse au fond du gouffre.

Urs Rohner, un avocat comme bon nombre de ses collègues a dominé haut et court la descente aux enfers de Crédit Suisse tant au niveau gestionnel que délictuel. C'est un homme de confiance de ce système bancaire globalisé et enchevêtré scrupuleusement qui menace tout un chacun à cause d'une gestion désastreuse, mafieuse, et criminelle. Oui criminelle puisque ces gens n'ont jamais cessé de mettre en danger les avoirs des clients, et qui ont réussi à instaurer grâce à des banquiers centraux à l'éthique problématique des instruments financiers qui allient allègrement usure, spéculation, opacité, et j'en passe.

À côté des exploits criminels dont son établissement est coupable, M Rohner siège depuis 2015 au conseil d'administration du groupe GSK, le numéro 1 des vaccins, vous savez celui qui a ajouté du mercure dans ses produits destinés aux enfants. L'ancien président de Credit Suisse qui a mené la banque au fond du gouffre, mais qui s'en sort sans une égratignure !

La journaliste M Farine du *Temps* a [écrit ceci sur lui](#) : « *Bilan d'une décennie truffée de scandales et de controverses, dont il sort indemne* ».

Les Barons de la Bourse

[Accueil](#) [Toute l'actualité](#) [Les news les plus lues](#) [Biographies des Barons](#)



Urs Rohner

Age : 63
Patrimoine public : 214 068 USD
Principales sociétés :  GSK plc
Biographie : M. Urs Rohner est un administrateur non exécutif indépendant de GlaxoSmithKline Plc, un vice-président...
[» Lire la suite](#)

Credit Suisse a perdu un actionnaire de longue date, Harris Associates

Urs ROHNER

Ce monsieur impliqué au plus haut niveau de la santé publique planétaire représente la médiocrité d'un milieu corrompu et corrupteur qui travaille en bande. Voici un exemple rapide qui se passe en Chine. Nous apprenons que :

« Le Credit Suisse a accepté de payer 77 millions de dollars aux autorités américaines après avoir admis avoir embauché des proches sous-qualifiés de responsables chinois influents afin de gagner des affaires, a annoncé jeudi le gouvernement. »

L'affaire émerge des enquêtes dites « princelings », dans lesquelles les autorités américaines ont accusé de grandes sociétés financières de donner des emplois précieux à des proches de fonctionnaires chinois en échange d'affaires lucratives du gouvernement.

« *Échanger des opportunités d'emploi pour des personnes moins que qualifiées en échange d'accords commerciaux lucratifs est un exemple de népotisme à son meilleur* », a déclaré William Sweeney, le numéro deux de la division new-yorkaise du Federal Bureau of Investigation. »

<https://www.thelocal.ch/2018/07/06/credit-suisse-us-chinese-princelings-probe>

Rassurez-vous Crédit Suisse n'est qu'un des membres du clan mafieux bancaire. JP Morgan Chase en novembre 2016 a accepté de payer 264 millions de dollars pour résoudre des allégations similaires. Au fait, des délégués de la 1ère banque américaine siègent dans le Conseil d'administration fortement renouvelé en 2021.

L'affaire du Crédit Suisse est un épisode de la longue série de vampirisation des richesses suisses et planétaires

Créée en 1856, le Crédit Suisse est à la base une banque sérieuse et saine. Elle a juste eu le malheur comme ses consœurs (UBS entre autres) de croiser le chemin de prédateurs, dénués d'émotions et de valeurs sociales, qui poursuivaient une vision mégalomane.

Dans les années 90, sa trajectoire va changer car des patrons d'un nouveau genre vont chercher à la fondre dans le paysage des « grandes » banques de City-Wall Street. Le summum du succès pour ces affairistes pétris d'ambition sous le regard bienveillant de Mammon, le dieu de l'argent, mais aussi de la prédation financière, de la spéculation, du mensonge et des astuces.

La première victime suisse de Credit Suisse et de ses alliées sera Swissair, la banque volante. La présence du grand patron du Crédit Suisse dans le Conseil d'administration de Swissair. Pourtant, les médias qui formatent le story telling ne se sont concentrés que sur l'UBS de Marcel Ospel, un monsieur inintéressant qui avait à la base une formation d'apprenti. Un homme qui n'appartenait pas au sérail. D'ailleurs, il n'est arrivé à la tête de UBS qu'en avril 2001, soit quelques mois avant le grounding de Swissair du 2 octobre 2001., soit plus de 10 ans après le démarrage de la stratégie de croissance agressive de Bruggisser, champion de... McKinsey consulting, soutenue par les administrateurs des deux grandes banques.

<https://lilianeheldkhawam.files.wordpress.com/2023/03/anciens-administrateurs-de-la-defunte-swissair-yen-navait-vraiment-point-comme-eux-le-temps.pdf>

Vous voyez la présence en bonne place de Lukas Mühleman, le champion de l'époque de la Paradeplatz, place mythique des grandes banques suisses. Eh bien, ce monsieur avait puni un de ses analystes qui avait osé informer la presse de pertes chez Swissair.

L'affaire remonte au 6 juillet 2000, lorsqu'un analyste du Crédit Suisse signale que Swissair doit compter avec une perte d'au moins 500 millions de francs.

La nouvelle fait aussitôt plonger le cours de l'action. Le patron de Swissair, à l'époque Philippe Bruggisser, se plaint chez Lukas Mühleman, directeur général du Crédit Suisse et membre du conseil d'administration de Swissair. L'analyste est mis à pied pour « comportement non-professionnel ».

Dans la réalité, les pertes dépassent les 3 milliards, soit six fois plus que les prévisions de l'analyste licencié.

En tout, la plus grande faillite de l'histoire de l'économie helvétique aura coûté 17 milliards. Et la suppression de [5000 emplois chez SairGroup](#).

Phagocytage rime avec faillite et chômage. Une règle d'or de Planète finance jamais démentie à ce jour.

Le rêve de l'élite bancaire alémanique se réalise enfin !

S'il fallait choisir un seul nom pour symboliser le règne d'une élite sur l'économie et les finances suisses des années 90, ce serait celui de Rainer Gut. Cet homme méconnu du grand public a été le patron « mythique » de Crédit Suisse, puis de Nestlé SA de 2000 à 2005.

Depuis 2000 et à ce jour, il est le président honoraire de Crédit Suisse.

Mais M Gut fut aussi un influent membre de multiple conseils d'administration de ce la Suisse compte comme d'entreprises d'importance mondiale. Il a occupé plusieurs mandats d'administrateur dans des

sociétés internationales, dont Alusuisse, Bayer, Swiss Re, Swissair, Daimler Chrysler Suisse, Ciba Geigy/Novartis, Elektrowatt, Sulzer. (Wikipédia). Excusez du peu.

Rainer E. Gut

Ehrenpräsident der Credit Suisse Group



Schweizer Staatsangehöriger, geboren 1932,
Schulbildung in Zug, Schweiz
Berufsausbildung in der Schweiz sowie in Paris und London

<https://www.credit-suisse.com/verwaltungsrat/rainer-e-gut>

IN\$IDE PARADEPLATZ
NOUVELLES FINANCIÈRES DE ZÜRICH

Point de départ de la débâcle du CS : le père Rainer E. Good

L'auteur de [cet article](#) est moins tendre que ce que nous faisons ici.

Rainer Gut, l'architecte idolâtré du Credit Suisse globalisé

En 1968, il devient **associé général de Lazard Frères & Co.**, New York et en 1971 président et chef de la direction de **Swiss American Corporation** (le lobby du business américano-suisse) à New York, une filiale américaine de banque d'investissement de la SKA (Schweizerische Kreditanstalt, aujourd'hui Credit Suisse). En 1973, il a été membre du directoire et à partir de 1977, il a agi comme porte-parole de « Schweizerische Kreditanstalt » (SKA), dont il est devenu président en 1982.

De 1983 à 2000, il a été respectivement président du conseil d'administration de SKA et du Credit Suisse, et entre 1986 et 2000 également président du conseil d'administration du Credit Suisse Group (anciennement CS Holding – renommé le 1er janvier 1997).

M Gut, un homme encensé par une certaine presse

Les éloges pleuvaient sur la personne de M Gut. Un journaliste du *Temps* se pâmait à l'époque devant l'ampleur de la restructuration de Credit Suisse sous sa houlette.

C'est un Crédit Suisse aux abois dont Rainer Gut prend la direction en 1977. Peu avant, il songeait à quitter cette banque engoncée dans le formalisme hiérarchique, distancée par ses rivales UBS et SBS. La sclérose, le manque de procédures de contrôle internes ont conduit à la débâcle de Chiasso qui, au final, coûtera 5 milliards de francs. La direction étant discréditée, on se tourne vers celui qui, à 45 ans, n'est pas mêlé à l'affaire.

« Gut n'est pas un homme du sérail. Zougois et catholique (ce qui fait lever des sourcils à la Paradeplatz), il a fait l'essentiel de sa carrière à Londres puis New York, notamment chez Lazard, sous la houlette du partenaire senior André Meyer, le « Picasso de l'investment banking ». Cette formation à la dure et l'ouverture d'esprit qu'elle lui confère seront la chance de sa vie – et celle de la banque. Qu'on en juge aux résultats. »

Eh bien, nous pouvons répondre à la question du journaliste, les résultats sont déplorables. (cf ci-dessous)

« Quand Gut remet sa présidence du conseil d'administration en 2000, CS est devenu la première banque suisse en capitalisation boursière et No 4 en Europe. En vingt-trois ans, il a tiré profit des deux mouvements tectoniques qui ont secoué la place financière: la décartellisation et la globalisation. « Taille critique » : ces deux mots (le titre du livre) résument la vision stratégique de Rainer Gut. **Il a compris que la croissance interne ne suffira pas à atteindre cet objectif et, après avoir assaini la banque de 1977 à 1983, se lance dans une stratégie d'acquisitions dont les étapes donnent le tournis** ».

Les tentatives de Rainer Gut de faire fusionner UBS et Crédit Suisse avortés dans le passé



Rainer GUT avec le patron de UBS, et la conseillère fédérale **Doris Leuthard** à l'occasion des 50 ans de la **Swiss American chamber** du commerce.

25 ans, c'est le temps qu'il a fallu pour réaliser le rêve des patrons de la Paradeplatz, et en particulier celui de **M GUT**. Retour sur une affaire de volonté de concentration des entreprises et du tri des activités en vue de leur globalisation ; comprenez leur intégration au niveau supranational. C'est ce que nous avons appelé la globalisation (différente de mondialisation). Nos commentaires s'appuient sur une publication de **Robert Vogler** est historien et a été le porte-parole de l'Union de Banques Suisses de 1988 à 1998. Après la fusion, il a été responsable de la recherche historique et jusqu'en 2009 analyste politique senior de la politique politique pour UBS.

C'était le 5 décembre 1997. « L'ambiance était joviale un vendredi soir hivernal de décembre à l'Union Bank of Switzerland. Des promotions de fin d'année venaient d'être annoncées à la banque, qui venait de se rebaptiser « UBS ». Peu de banquiers d'UBS savaient ce qui se tramait dans les coulisses.

Les médias suisses et internationaux spéculaient sur une fusion depuis des semaines, mais étaient incapables d'en préciser les détails.

En fait, il s'agissait de la troisième tentative de fusion de deux géants suisses : le Crédit Suisse, alors dirigé par le président **Rainer E. Gut**, a tenté une fusion avec l'Union des banques suisses en 1996, qui a brutalement rejeté ses avances.

Quelques mois plus tard, au début de 1997, les premiers pourparlers entre la Société de banque suisse (SBS) et UBS échouaient. Parallèlement à cette volonté de créer un monstre bancaire globalisé, la fusion de UBS et

SBS était sous toit. Le journaliste se souvient que ce fameux 5 décembre 97, « le personnel du département des communications d'entreprise d'UBS a été invité à être disponible après les heures de bureau. Peu de temps après, nous avons été conduits dans une petite salle de réunion et informés que notre banque fusionnerait avec la SBS basée à Bâle. La nouvelle n'était guère une surprise – la plupart d'entre nous avaient déjà renoncé mentalement à nos week-ends afin de se préparer à l'annonce officielle de lundi.

C'est devenu officiel le 8 décembre : la première et la troisième plus grande banque de Suisse ont marqué l'histoire des entreprises suisses avec une « méga-fusion entre égaux ».

C'est sous son règne que le Credit Suisse sera impliqué dans un des plus gros scandales ; celui de LTCM pour Long Term Capital Management. Un hedge fund géré par de grands professeurs des universités les plus prestigieuses. Ce fonds qualifié d'infaillible va faillir lamentablement. Et devinez qui est de l'aventure et qui doit faire mettre à ses actionnaires la main à la poche ? UBS et Credit suisse.

Un réseautage d'influences systémique similaire à celui des mafieux

On retrouve systématiquement derrière ces constructions mégalomaniques dont l'objectif est clairement le phagocytage des concurrents les prétextes de la mondialisation et de la déréglementation des marchés financiers. Le pire c'est que le raisonnement est logique mais pas nécessaire.

« Société de banque Suisse n'avait pas vraiment besoin de la fusion, et l'ancienne UBS encore moins. Les deux auraient pu survivre seuls ». 2015, l'ex-président de SBS, Georges Blum

Le constat de M Blum est arrivé un peu tard. De toute façon, les banquiers suisses n'avaient pas le choix. Le projet de globaliser monnaies, finances, et économie découle directement des accords de Bretton Woods post 2ème guerre mondiale. Ceux-ci avaient jeté les bases des structures supranationales nécessaires pour créer une planète globalisée pilotée par un gouvernement mondiale. Une ambiance de course à la globalisation qui ne s'expliquait que par la libéralisation des marchés. Les responsables économiques et politiques ont été tellement conditionnés qu'ils répétaient la chose sans vraiment en saisir la finalité ultime. Celle qu'ils nous laissent aujourd'hui en héritage : un monde capté par une oligarchie sans scrupules qui a capté l'ensemble des ressources et des richesses planétaires.

Parmi ceux qui ont saisi le modèle, un certain nombre de managers ont exécuté les ordres pour s'assurer (descendance comprise) une place au soleil.

Une personne très ambitieuse, vénale et peu regardante en matière de morale ne pouvait qu'être appâtée par les gains extraordinaire et facile. Sans oublier que les conséquences en matière de poursuites pénales ont été neutralisées par la primauté du Droit international, le droit des BRI, FMI, etc.

Corruption, accointances, trafic d'influences en tous genres devenaient possibles et même souhaitables grâce à des raisonnements établis avec le capitalisme des parties prenantes.

Un système continu de crimes financiers en bande organisée

Les banques que nous garantissons sans aucun contrôle sur leur management sont gérés par des patrons qui fonctionnent en réseaux et par entente cartellaire. La preuve ? Les crimes financiers ne sont jamais commis par une seule banque, mais toujours par plusieurs simultanément. En général un peu plus d'une dizaine. Voici quelques exemples :

BANQUES

Plainte collective contre Credit Suisse et UBS aux Etats Unis



Une action collective a été déposée mercredi auprès d'un tribunal de Manhattan, à New York, contre douze établissements financiers. Ils sont accusés de s'être entendus pour limiter la concurrence sur le marché des swap de taux d'intérêt



La plainte a été déposée par un fonds de pension de Chicago, qui estime avoir dû trop payer pour profiter d'offres des banques et de produits dérivés. — © CHRISTIAN EBUTLER

ATS

Publié jeudi 26 novembre 2015 à 10:52
Modifié jeudi 26 novembre 2015 à 10:56



Dix sociétés financières majeures actives dans le monde entier, parmi lesquelles UBS et Credit Suisse, de même que deux plates-formes de transactions sont concernées. L'entente porterait sur une somme 320 milliards de dollars (327,5 milliards de francs).

La Deutsche Bank, BNP Paribas, les grands établissements américains JP Morgan, Goldman Sachs, Bank of America et Citigroup, ainsi que les britanniques Barclays et la Royal Bank of Scotland, sont également visés.

<https://www.letemps.ch/plainte-collective-contre-credit-suisse-ubs-aux-etats-unis>

Autre exemple. En 2014, six établissements bancaires — Bank of America, Citibank, HSBC, JP Morgan Chase, Royal Bank of Scotland et UBS — ont été sanctionnées à hauteur d'une amende ridicule de 4,2 milliards de dollars pour avoir pratiqué une manipulation systématique entre le 1^{er} janvier 2008 et le 15 octobre 2013. Ce cas, un exemple parmi tant d'autres, concerne la manipulation du marché des changes (Forex), doublée d'une entente entre concurrents. Un crime organisé en bandes en quelque sorte... Pour illustrer la pratique, voici comment la chose peut se dérouler concrètement. Citigroup se retrouve avec la commande d'un client pour l'achat de 200 millions d'euros au prix de l'indice du European Central Bank Fixes (un des deux principaux indices). Le trader de la banque appelle les confrères de quatre autres institutions qui acceptent de regrouper leurs commandes sous la responsabilité de la Citi. Total de la somme en jeu : 542 millions d'euros. ¶

En parallèle, le trader détient des ordres de vente en euros. ¶

Et là intervient une subtilité technique, potentielle fenêtre de manipulation, de quelques secondes. L'indice European Central Bank fixes est calculé sur la base de l'intervalle-temps des 30 secondes qui précèdent et qui suivent 13 heures 15. C'est officiel et connu. Notre trader de la Citi va ainsi passer sa commande d'achats de 542 millions d'euros quelques secondes avant 13h15. Résultat, notre trader, nous dit-on, a «*dominé*» le marché et a fait monter le cours de l'euro. Félicitations de ses «*collègues*» sur les chat rooms. ¶

Extrait de Dépossession

Le cas de la HSBC est encore plus percutant que celui de la Wells Fargo. La genèse de cette banque, dont le nom complet est «*Hong Kong and Shanghai Banking Corporation*», se confond avec les deux Guerres de l'opium menées contre la Chine par l'Empire britannique avec succès, comme on le sait. Grâce à leur supériorité militaire, les Britanniques, soutenus par Washington, avaient réussi à imposer à la Chine l'introduction de l'opium qu'ils importaient depuis l'Inde. Londres avait ainsi pu créer une colonie à Hong Kong en 1865. La banque HSBC y avait été fondée la même année par Thomas Sutherland, un importateur d'opium écossais. ¶

L'histoire de HSBC et celle de Hong Kong sont donc intimement liées à la chaîne du trafic de drogue et du blanchiment de l'argent qu'il génère. Mais ce n'est pas tout. Cette banque, attaquée de toutes parts et en particulier sur sol américain, où certains voudraient bien lui retirer sa licence, semble intouchable, malgré ses crimes multiples et incessants. Récemment, un documentaire diffusé par Arte expliquait que grâce à la dérégulation, ce géant planétaire pouvait multiplier les sales coups. Blanchiment d'argent — notamment celui des cartels mexicains et colombiens, évasion fiscale massive, corruption politique et économique, manipulation du marché des devises et de celui des taux d'intérêts, etc. ¶

Dépossession

Et enfin un dernier exemple. Le 29 janvier 2018, nous apprenions que «*les banques UBS, Deutsche Bank et HSBC ont passé un accord avec les autorités américaines pour éviter des poursuites pénales pour manipulations concertées des marchés des métaux précieux, or et argent notamment.*»⁸⁰⁸ Encore et toujours des infractions. Encore et toujours en bande organisée. ¶

Dans le cas d'espèce, pour des trucages sur le marché de l'or et de l'argent qui auraient duré de février 2008 à septembre 2014 (!), l'amende totale s'élève à moins de cinquante millions. Celle de HSBC affiche 1,6 million. L'histoire ne dit pas ce qu'ils ont engrangé durant ces 7 années comme bénéfices... ¶

Dépossession

Credit Suisse est en train de couler, mais ne vous inquiétez pas la BNS, dont les dernières pertes s'élevaient à 142,4 mia en 2022) va mettre à sa disposition jusqu'à 100 milliards de francs.

BNS et FINMA coupables d'un casse légalisé ?

Voici un extrait de ce papier qui prévenait de la toute-puissance de ces deux entités.

Depuis 2011, « la BNS devenait dépositaire du pouvoir de sauver qui et ce que bon lui semblait (État, banques suisses ou étrangères, devises, etc.). Toutes les dépenses et toute l'expansion de son bilan lui étaient de fait autorisées. Bref, on lui a signé un chèque en blanc. Or, le peuple qui finance et garantit la chose ne se rend probablement pas compte de l'énormité du pouvoir qui lui a été ainsi transféré.

Toujours en septembre 2011, la BNS s'est vue offrir la responsabilité totale d'une partie de [la loi sur les banques et les caisses d'épargne](#). On y a introduit tout un volet nouveau concernant les banques d'importance systémique. Et là on découvre effaré ceci dans l'article 8 de ladite loi :

La Banque nationale suisse (Banque nationale), après avoir entendu la FINMA, détermine par voie de décision quelles sont les banques d'importance systémique et quelles sont les fonctions de ces banques qui ont une importance systémique.

Et là on voit BNS se concerter avec Finma ! Finma cette autre organisation -de nature privée même si officiellement publique- munie de souveraineté qui en fait un Etat dans l'Etat et qui cumule des prérogatives de puissance publique inédites en démocratie ([cf notre dossier Finma](#)). »

<https://lilianeheldkhawam.com/2015/11/26/bns-finma-coupables-dun-casse-legalise-liliane-held-khawam>

Un peu plus loin, nous parlions de l'alter ego de la BNS qu'est FINMA :

Finma dont les dysfonctionnements sont patents « ordonne » les mesures nécessaires ! On n'a plus besoin de chambres fédérales. Plus besoin de tribunaux. Plus besoin de juges. **FINMA ORDONNE !!!**

La banque d'importance systémique doit prouver qu'elle remplit les exigences fixées à l'art. 9, al. 2, let. d, et que le maintien des fonctions d'importance systémique est garanti en cas de menace d'insolvabilité. Si la banque ne fournit pas cette preuve, la FINMA ordonne les mesures nécessaires.

<https://lilianeheldkhawam.com/2015/11/26/bns-finma-coupables-dun-casse-legalise-liliane-held-khawam>

De l'illégitimité de la loi Too big to fail

Est-ce que ce qui précède est légitime ? Non. Est-ce légal ? Oui. Ainsi l'ont voulu les dirigeants politiques financiarisés de la Suisse. L'apothéose de ce comportement inique revient à la cheville ouvrière de Planète finance : Mme Eveline Widmer-Schlumpf. Voici pour rappel un petit papier écrit en juin 2013 :

Eveline Widmer-Schlumpf engagerait le contribuable pour le paiement de milliards de francs (10?) d'amendes. UBS et Crédit Suisse seraient déjà garanties quelle que soit leur gestion (malversations incluses) grâce à la loi too big to fail d'Eveline Widmer-Schlumpf. Aucune sanction ni aucune protection d'emplois n'y sont prévues. Le chèque en blanc est doublé d'immunité totale. Fortes de ce soutien sans limite, ces banques se déploient à Singapour. Le secret bancaire y est intact et échappe à la stratégie de l'argent propre d'Eveline Widmer-Schlumpf. La BNS, toute dédiée à leur cause, les y a rejointes en mars.

<https://www.letemps.ch/eveline-widmerschlumpf-allee-loin>

Vous voyez ainsi que Crédit Suisse est garantie sans limites avec l'argent des contribuables suisses.

Et quand il faut s'arranger avec la réalité comptable, il n'y a aucun souci. Les privés décident entre eux grâce à des relations incestueuses et dangereuses indéfectibles. Les politiques aux ordres ferment les yeux et regardent ailleurs.

Tricherie lors des subprimes

Dans un excellent papier, Jean-Cédric Michel va exposer comment le couple FINMA-Crédit Suisse a triché lors de la crise des subprimes. Sans être inquiété.

MAI 3, 2016 PAR LHK

Credit Suisse et Finma unis pour manipuler cours et Fonds propres! Jean- Cédric Michel (article de 2013)



<https://lilianeheldkhawam.com/2016/05/03/credit-suisse-et-finma-unis-pour-manipuler-cours-et-fonds-propresjean-cedric-michel-article-de-2013>

Dysfunctioning Corporate Switzerland : Quand le Credit Suisse et la Finma manipulent cours et fonds propres. Extraits
Il a fallu la révélation d'une nouvelle affaire à charge de Barclays [révélée par la presse anglaise](#) pour qu'il sorte publiquement que ... **le Credit Suisse avait fait la même chose en catimini : soutenir son cours et**

augmenter fictivement ses fonds propres par un prêt de 10 milliards de francs à un tiers pour souscrire dans son augmentation de capital. Et ce tiers est le même, le Qatar.

Le problème ?

Il y a là le problème technique, de fond : une souscription fictive de capital n'améliorant que fictivement les fonds propres avec la manipulation de cours que cela entraîne.

Mais en Suisse ? Eh bien le Credit Suisse a fait la même chose apparemment avec l'accord de la Finma. Le double problème de fond évoqué ci-dessus se double d'un troisième aussi grave : **cette opération n'a pas été révélée** – alors qu'elle constitue pourtant un délit au-delà de la grave manipulation comptable et boursière qu'elle constitue.

Le seul motif exprimé du bout des lèvres pour justifier **une opération autrement illicite réglementairement** est celle-là : éviter une *market uncertainty* au pile moment du sauvetage de l'UBS. (...) Mais son accord n'en rend certainement pas l'opération licite,

Le communiqué de presse du Credit Suisse du 16 octobre 2008 mentionne l'augmentation de capital et l'intervention de Qatar Holding – mais naturellement pas le prêt.

Ce sont les mêmes BNS-Finma qui débloquent 100 milliards.

AGEFI

Se connecter

En cas de besoin, la Banque nationale «mettra suffisamment de liquidités à la disposition du Credit Suisse»

Dans un communiqué, la BNS et la Finma déclarent qu'il n'existe «aucun risque de contagion directe» entre les problèmes de certaines banques américaines et le marché financier suisse.

<https://agefi.com/en-cas-de-besoin-la-banque-nationale-mettra-suffisamment-de-liquidites-a-la-disposition-du-credit-suisse>



Alexander Gut, le fils de...

Le fils de Rainer s'appelle Alexander. C'est un spécialiste des OTC derivatives for banks. Sur le CV, on retrouve un passage au Conseil d'administration du Crédit Suisse qui s'arrête brusquement en 2020.

Dr. Alexander Gut

MANAGING PARTNER



Alexander Gut studied at the University of Zurich and graduated in 1990 with an MBA degree (lic. oec. publ.). He started his professional career as an accountant at KPMG in Zurich and qualified as a Swiss Certified Accountant (dipl. Wirtschaftsprüfer) in 1996. In between, he completed his post-graduate studies and was awarded his Ph.D. (Dr. oec. publ.) from the University of Zurich in 1995. The topic of his thesis was "Auditing OTC Derivatives for Banks". After 10 years of auditing and advising national and international banking and insurance clients in Zurich and London, he joined the Corporate Finance division of Ernst & Young in Zurich, focussing on the financial services sector. In 2003, he returned to KPMG to lead the financial services practice in Zurich and in 2005 was promoted to the Executive Board of KPMG Switzerland, responsible for the Swiss-wide Financial Services practice. On 1 July 2007, he founded Gut Corporate Finance.



Alexander Gut

Managing Partner at Gut Corporate Finance AG



Expérience

 gut corporate finance

Managing Partner

Gut Corporate Finance AG · Temps plein

juil. 2007 - aujourd'hui · 15 ans 9 mois

Zürich Area, Switzerland



Member of the Board of Directors

Adecco Group

mai 2010 - aujourd'hui · 12 ans 11 mois

Chairman of the Governance and Nomination Committee

Member of the Digital Committee



Member of the Board of Directors

Credit Suisse

avr. 2016 - avr. 2020 · 4 ans 1 mois

Member of the Audit Committee



Member of the Board of Directors

SIHAG Swiss Industrial Holding Ltd.

déc. 2015 - mai 2019 · 3 ans 6 mois

Zürich Area, Switzerland



Member of the Board of Directors

LafargeHolcim

avr. 2011 - mai 2017 · 6 ans 2 mois

Member of the Audit Committee